

# DIALOGUE

## LES PRATIQUES INTERCULTURELLES DES VILLES QUÉBÉCOISES

---

### *Transformer la crise en opportunité*

Le vendredi 20 janvier 2017, Barak Obama quittait son poste après huit ans de la première présidence américaine d'un Afro-Américain. Lors de son élection, certains avaient cru que, l'emportant avec la majorité des voix exprimées, le premier président noir balayait les dernières barrières raciales américaines et que les États-Unis entraient dans une période « post-raciale ». Dans son discours d'adieu à la présidence<sup>1</sup>, Obama a déclaré : « Une telle vision, si bien intentionnée, n'a jamais été réaliste. La "race" demeure une force puissante et souvent porteuse de divisions dans notre société. » Malgré les progrès accomplis durant son mandat, le taux de chômage des Afro-Américains est encore le double de celui des blancs, ils sont surreprésentés dans les prisons américaines et leur espérance de vie est plus courte.

Si, aux États-Unis, les huit ans de pouvoir du premier président noir n'ont pas suffi pour mettre fin aux injustices subies par la population noire, c'est dire l'importance des efforts à consentir pour mettre fin à la discrimination et au racisme à l'égard des minorités ethnoculturelles dans les pays plus exposés aux nouvelles formes de violence ou d'exclusion et traversés par des courants populistes qui tentent de les récupérer.

Face à ces courants contraires, Obama propose dans ses adieux de continuer « d'investir » dans l'accueil et l'intégration des immigrants et de lutter contre toutes les formes de discrimination et d'exclusion. Pour y parvenir, il faut se donner les moyens les plus appropriés à chaque niveau décisionnel.

D'abord au niveau mondial, dans un contexte où le nombre des migrants va continuer de croître, il faut reconnaître que les consensus sont loin d'être faits. Les gouvernements nationaux et les organisations internationales devront un jour dépasser la simple gestion des flux de migrants et d'accueil de réfugiés pour se doter de politiques internationales consensuelles qui fixent les balises d'une politique de population durable.

À l'échelle des États, la situation des pays est tout aussi complexe, car elle dépend d'histoires nationales propres, de conceptions philosophiques différentes (républicanisme, communautarisme, etc.) et de différentes approches de la gestion de la diversité (multiculturalisme, interculturalisme etc.). Il est ainsi vain de penser trouver des solutions d'application universelle et des outils transférables d'un endroit à l'autre.

Au plan local, enfin, il faut réaliser que si l'immigrant cherche un pays d'accueil, c'est bien dans une ville qu'il s'établit. Car l'immigration est d'abord un phénomène urbain. Certains

---

<sup>1</sup> <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2017/01/10/remarks-president-farewell-address>

nouveaux arrivants s'approprient la ville, y fixent leurs points de repère et finissent par s'y identifier. D'autres se regroupent -surtout pour les premiers pas- dans des quartiers selon leurs affinités ethniques ou culturelles. À partir de ces quartiers, peut s'installer une dynamique qui oscille entre la sécurité du quartier identitaire et l'ouverture à la société d'accueil, une dynamique propre à chacune des villes. Dans ce sens, chaque ville est unique.

D'autres immigrants n'arrivent pas à établir de dialogue interculturel avec leur ville d'adoption. Les tensions font surface ; les conflits éclatent. Il revient aux villes de mettre en place les moyens nécessaires soit pour prévenir de telles situations, soit pour y remédier. Les villes, responsables de la gestion locale, sont les plus directement interpellées et sont souvent les mieux placées pour agir. Localement, elles peuvent mieux coordonner les interventions, avoir une approche plus cohérente et mieux intégrée à l'ensemble des stratégies de l'action municipale. Les gouvernements, soucieux de trouver par subsidiarité qui est le mieux placé pour agir, reconnaissent de plus en plus l'utilité de confier aux villes des responsabilités plus grandes en matière d'accueil et d'intégration des nouveaux arrivants.

De grandes institutions internationales le reconnaissent aussi et proposent des programmes à l'intention des villes. Le Conseil de l'Europe a développé son Réseau des « cités interculturelles ». De même, l'Association internationale des maires francophones (AIMF) a pris depuis plusieurs années des initiatives allant dans le même sens et, aujourd'hui, elle entend aller plus loin dans la réflexion et le partage des expériences propres à chacune des villes.

La présente chronique s'inscrit dans cette orientation. Elle témoignera des expériences des villes québécoises, particulièrement celles de Montréal où se concentre la majorité des immigrants. La chronique se vaudra très concrète en présentant les programmes et les moyens mis de l'avant et déployés dans ces villes. Les situations étant si différentes d'une ville à l'autre, les outils ne seront pas présentés pour être transférés d'une ville à l'autre, mais pour provoquer un effet « miroir » qui amène le lecteur à réfléchir à sa propre situation et à chercher les solutions les plus appropriées à son milieu.

### *Les trois principaux objectifs de la chronique*

- Partager avec les membres de l'AIMF une approche interculturelle des enjeux ethnoculturels de la ville, penser la ville à l'heure de la diversité.
- Les inciter à mobiliser leur collectivité dans la recherche des solutions les plus appropriées.
- Présenter des outils développés localement dans les villes québécoises, non pas comme modèles, mais plutôt comme des invitations à réfléchir aux solutions les plus appropriées à chacun des milieux.

## *Pourquoi intervenir ? Pourquoi investir ?*

Ne pas agir, c'est céder la place aux forces de la division, laisser les conflits s'envenimer en donnant l'occasion aux leaders populistes de s'en emparer et voir s'envoler l'espoir de mettre en place une société plus inclusive et plus solidaire.

Laissées à elles-mêmes, les tensions ethnoculturelles génèrent des affrontements, accroissent les problèmes de discrimination et d'exclusion, et sont source de problèmes sociaux et de pauvreté. Abandonner des citoyens à la précarité, c'est risquer de les déporter sur les voies plus larges de la désaffiliation sociale et d'en faire des demandeurs chroniques de logements subventionnés, de banques alimentaires et d'aide sociale. Ces demandes mettent les services de la ville sous pression, en particulier ceux de la desserte de première ligne, et exigent des déboursés considérables.

En somme, il faut agir parce que les personnes exclues contribuent moins à la société, utilisent davantage de services (services sociaux, santé, justice et détention) et ont une espérance de vie plus courte.

Si l'ambition politique est au contraire de voir sa ville se développer avec une plus grande cohésion sociale, il faut y mettre les moyens.

## *Transformer la crise en opportunité*

Confrontées aux défis de l'intégration des immigrants et plus globalement de gestion des conflits ethnoculturels, les villes peuvent « transformer la crise en opportunité »<sup>2</sup>; elles peuvent y trouver un espace de gains économiques et sociaux à la condition expresse qu'elles se donnent des politiques à la hauteur des enjeux, des politiques qui soient rassembleuses et volontaires. Ces politiques doivent se traduire dans des programmes adéquats d'éducation, d'emploi, de logement, de lutte à la discrimination et de justice pénale. À ces conditions, elles pourront bénéficier de leurs investissements et leurs sociétés pourront poursuivre leur développement pour le mieux-être du plus grand nombre.

L'intervention interculturelle, c'est un investissement comme l'éducation. L'interculturel reste un des rares domaines de gestion où les villes peuvent dégager par la prévention des marges de manœuvre.

Toutes ces politiques, toutes ces interventions locales exigeront des orientations claires et une constance dans l'effort. Même si c'est nécessaire, il faut savoir que cela ne suffit pas. Des années de travail de terrain peuvent être anéanties par une vague populiste anti-immigration. Il s'agit de propos qui viennent empoisonner les discussions concernant l'immigration, de mythes qui ont la vie tenace. L'immigration coûte-t-elle ou rapporte-t-

---

<sup>2</sup> Enrico Letta, «2017, année de la " dernière chance " pour enrayer la tragédie des migrants», Le Monde 17 janvier 2017

elle ? La relation entre les pertes d'emplois et l'immigration ? Les dernières campagnes qui ont conduit au Brexit ou à l'élection de Donald Trump ont montré qu'au-delà des politiques et programmes concernant l'immigration, les mythes et préjugés peuvent avoir un poids politique lourd, voire déterminant ! Il faut expliquer, convaincre, encourager et soutenir une littérature politique en vue de former une conscience civique. À l'occasion, la chronique s'éloignera de la discussion sur les moyens que se donne une ville pour réguler ses flux migratoires pour aborder ces enjeux. Cela pourrait même constituer un objectif complémentaire.

Enfin, pour les villes prêtes à considérer la diversité comme une opportunité, le respect des droits comme une prémisses, les interactions entre les groupes de populations comme souhaitables, l'espoir est permis et le dialogue possible.

Gilles Rioux  
Février 2017